

Écrit par le 22 novembre 2024

Combien coûte la rentrée scolaire en France ?



Les dépenses de rentrée scolaire constituent une part importante du budget des familles. Selon l'enquête annuelle de la [Confédération Syndicale des Familles](#) (CSF), à laquelle 341 familles ont participé en 2024, 15% déclarent que ces dépenses constituent une difficulté, et le taux grimpe à 40% pour les familles monoparentales, particulièrement fragiles financièrement.

Selon la CSF, le coût global de la rentrée scolaire en France a diminué de 6,8% cette année, mais cette baisse ne compense pas les hausses des années précédentes (4,3% en 2022 et 11,3% en 2023). De manière générale, les dépenses de rentrée scolaire restent importantes : 236€ en moyenne par élève à l'école primaire, 324€ au collège et 398€ au lycée.

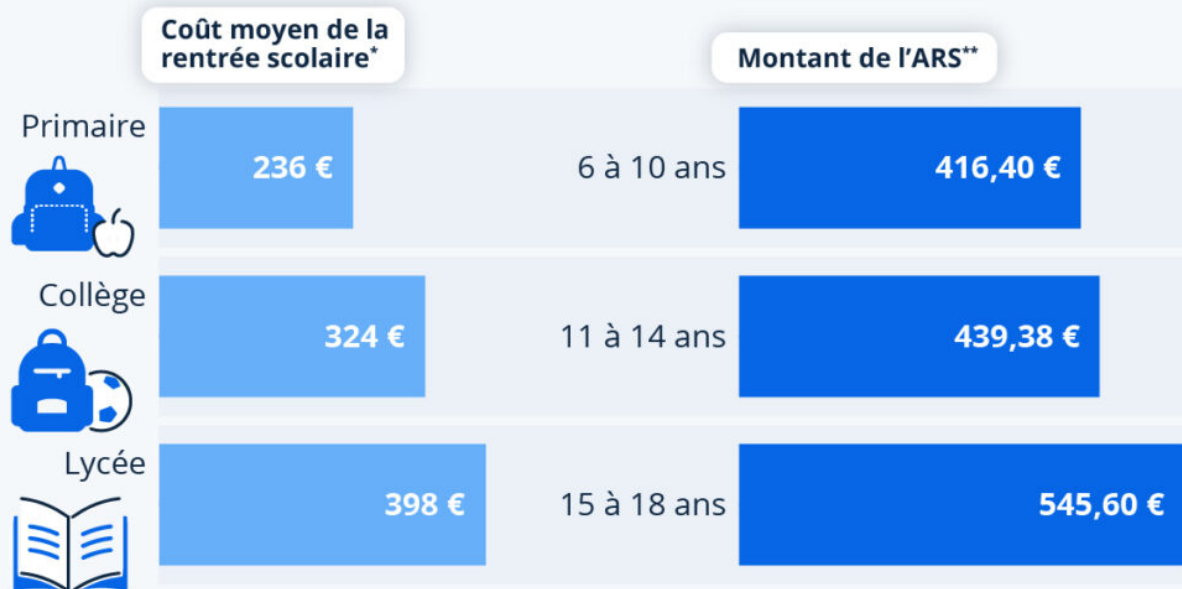
La CSF note que l'allocation de rentrée scolaire (ARS), versée sous conditions de ressources aux familles,

Ecrit par le 22 novembre 2024

ne couvre pas les dépenses liées à la scolarité tout au long de l'année, en particulier au collège et au lycée, où environ les trois quarts de son montant sont dépensés dès la rentrée.

La lourde ardoise de la rentrée scolaire

Coût de la rentrée scolaire par niveau et montant de l'allocation de rentrée scolaire pour 2024-2025



* Hors dépenses supplémentaires tout au long de l'année.

** L'allocation de rentrée scolaire est versée sous conditions de ressources.

Sources : Confédération Syndicale des Familles, ministère de l'Éducation nationale



statista 

De Tristan Gaudiaut pour Statista

88% des Français prévoient de fréquenter les bars, cafés et restaurants cet été



Selon la récente étude menée par [OpinionWay](#) pour [Orisha Distribution](#), les Français montrent un engouement renouvelé pour les bars, cafés et restaurants cet été, malgré le contexte économique incertain. Voici les principaux enseignements de cette enquête qui traduit un optimisme grandissant quant aux sorties estivales.

Un retour en force dans les établissements

88% des Français prévoient de fréquenter les bars, cafés et restaurants cet été. Ce chiffre témoigne d'une vitalité remarquable avec 14% des répondants qui envisagent d'y aller plus souvent qu'à la même

Écrit par le 22 novembre 2024

période l'année précédente. Cette hausse est particulièrement marquée chez les jeunes de moins de 35 ans, dont 24% prévoient de s'y rendre plus fréquemment, affirmant ainsi leur attachement à ces lieux de convivialité et de détente.

Une fréquentation augmentée malgré la conjoncture

L'étude révèle que les intentions de sorties dans les établissements sont en hausse de 3 points par rapport à 2022. Les catégories socio-professionnelles supérieures et les jeunes sont les plus enclins à maintenir ou augmenter leur fréquentation. En particulier, 70% des CSP+ anticipent une fréquentation similaire ou supérieure à celle de l'été dernier.

Des dépenses raisonnées mais présentes

Les Français, tout en exprimant leur intention de fréquenter ces lieux, montrent une tendance à rationaliser leurs dépenses. Le budget moyen alloué aux bars et restaurants reste significatif avec des prévisions de dépenses atteignant en moyenne 159€ pour les restaurants et 55€ pour les bars et cafés chaque mois. Les jeunes et les hommes en particulier sont plus enclins à dépenser des sommes importantes avec des budgets moyens plus élevés que leurs homologues.

Les jeunes apparaissent plus enclins à dépenser des sommes importantes dans les cafés et bars : 14% des moins de 35 ans prévoyant un budget mensuel supérieur à 100€ contre 7% seulement des 35 ans et plus.

Les Jeux Olympiques en toile de fond

Bien que seulement 17% des Français envisagent de suivre les Jeux Olympiques de Paris 2024 dans ces établissements, une majorité exprime leur attachement aux bars et restaurants pour des raisons culturelles et sociales plutôt que sportives. Ces lieux demeurent des symboles de l'art de vivre à la française et jouent un rôle crucial dans la création de liens sociaux.

Les jeunes se montrent plus intéressés par le suivi des compétitions olympiques et paralympiques dans les bars, cafés et restaurants. En effet, 30% des moins de 35 ans prévoient de regarder ces événements dans ces lieux contre seulement 13% des 35 ans et plus, et 9% des plus de 50 ans.

Les Franciliens, peut-être plus exposés à la communication autour des Jeux Olympiques, sont également plus enclins à fréquenter ces établissements pour suivre les épreuves. 24% des habitants de l'Île-de-France envisagent de regarder les compétitions dans les bars, cafés et restaurants comparé à seulement 15% des habitants du reste de la France.

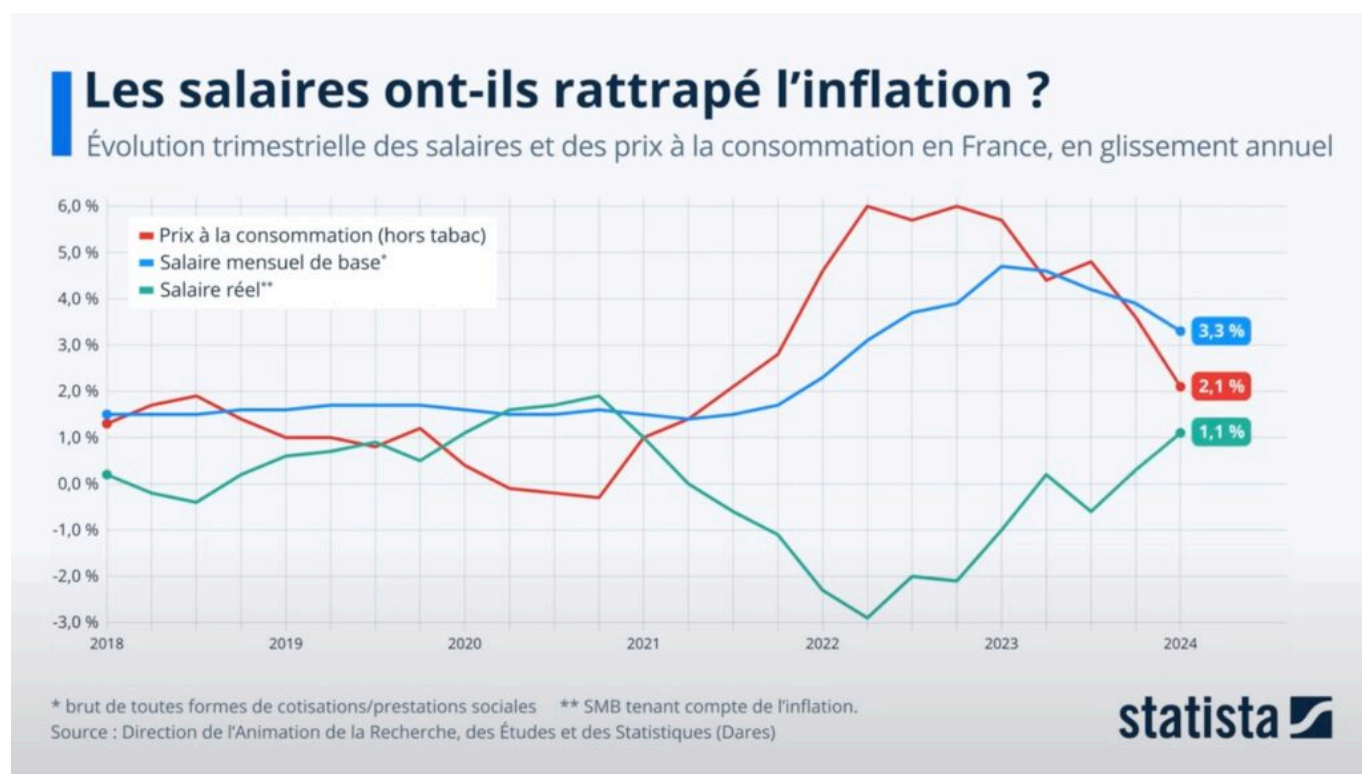
Cette troisième édition de l'enquête 'Les Français et les restaurants, cafés et bars' met en lumière un optimisme durable et une fréquentation en hausse malgré les défis économiques. Les bars, cafés et restaurants s'affirment comme des piliers incontournables de la vie sociale française, prêts à accueillir les consommateurs pour un été sous le signe de la convivialité et du partage.

« Les bars, cafés et restaurants s'affirment comme des piliers incontournables de la vie sociale française,

Écrit par le 22 novembre 2024

prêts à accueillir les consommateurs pour un été sous le signe de la convivialité et du partage », souligne Caroline Casaleggio, Directrice Executive Orisha Distribution.

Les salaires ont-ils rattrapé l'inflation en France ?



En période de forte inflation, lorsque les prix augmentent plus vite que les salaires, les salaires réels (tenant compte du coût de la vie) diminuent, ce qui signifie que les ménages voient, et ressentent, le [pouvoir d'achat](#) de leur revenu baisser. Cela a été le cas lors de la crise inflationniste de 2021-2023, période durant laquelle le salaire réel moyen en France a baissé (ou stagné) pendant 10 trimestres consécutifs, entre juin 2021 et décembre 2023.

L'inflation est depuis retombée dans la zone euro, et, d'après les données de la [Dares](#) (Direction de l'animation de la recherche, des études et des Statistiques), les salaires réels sont repartis à la hausse en France au premier trimestre 2024, avec une croissance de 1,1 % en glissement annuel. Comme le retrace

Ecrit par le 22 novembre 2024

notre animation graphique, la croissance du salaire mensuel de base de l'ensemble des salariés est repassée nettement devant celle des prix à la consommation (hors tabac) au premier trimestre : +3,3 % contre +2,1 %.

Cependant, si l'on regarde la croissance cumulée des salaires et des prix entre le premier trimestre 2021 et 2024, on se rend compte qu'il faudra patienter encore quelque temps avant que les salaires ne rattrapent entièrement l'inflation qui a sévi ces trois dernières années. Ainsi, le salaire mensuel de base des salariés français affiche une croissance cumulée de 10,5 % sur trois ans, contre une inflation cumulée d'environ 12,5 %. Cela signifie donc, qu'en moyenne, le salaire réel a diminué d'environ 2 % en France entre le premier trimestre 2021 et 2024.

La pyramide des salaires en France

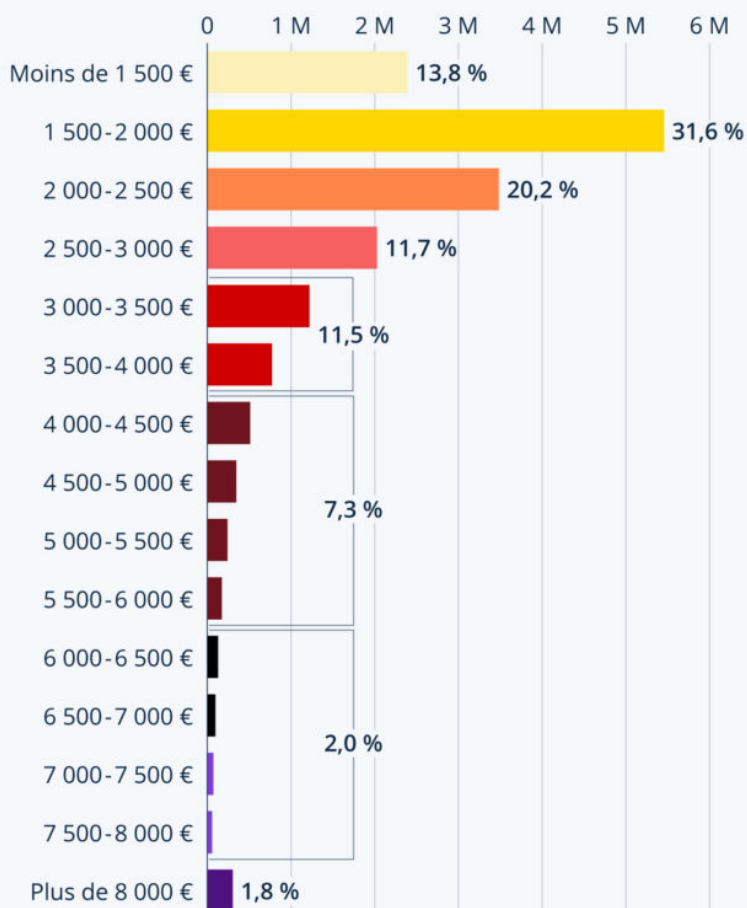
Combien gagnez-vous par rapport à la moyenne des Français ? La dernière [étude annuelle](#) de l'Insee sur les revenus donne un aperçu de la distribution des salaires dans l'Hexagone. En 2022, un salarié du secteur privé percevait en moyenne 2 630 € nets par mois en équivalent temps plein (EQTP). Mais ce chiffre est tiré à la hausse par les très gros revenus. En effet, la médiane des salaires est inférieure de 20 % à la moyenne, traduisant une plus forte concentration des revenus dans le bas de la distribution. Le salaire net médian — signifiant que 50 % des [salariés français](#) gagnent moins et que l'autre moitié gagne plus — se situait ainsi à 2 091 € nets mensuels.

Basé sur les données de cette étude, notre graphique donne un aperçu détaillé de la répartition des salaires dans le secteur privé, en équivalent temps plein. On constate qu'environ 14 % des salariés perçoivent [moins de 1 500 € nets par mois](#) (certains salaires en EQTP pouvant être inférieurs au Smic) et que près de 32 % se situent entre 1 500 € et 2 000 € nets. Concernant les tranches suivantes, 32 % touchent de 2 000 € à 3 000 € et ils ne sont plus que 11,5 % à gagner entre 3 000 € et 4 000 €. Les revenus supérieurs à 4 000 € nets mensuels ne concernent qu'environ un salarié français sur dix en EQTP (11 %), et au delà de 8 000 €, seulement 1,8 %.

Écrit par le 22 novembre 2024

La pyramide des salaires

Distribution des salaires mensuels nets en France, en équivalent temps plein (et pourcentage) en 2022*



* France hors Mayotte, salariés du privé (y compris contrats aidés et de professionnalisation), hors apprentis et stagiaires.

Source : Insee



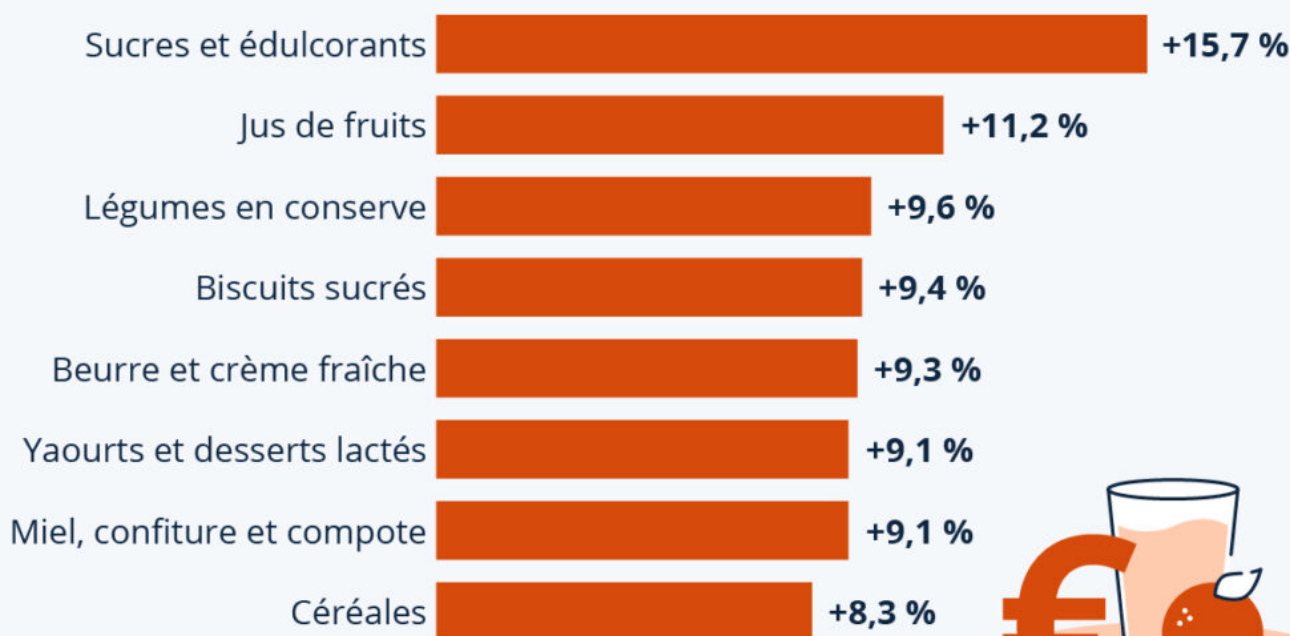
De Tristan Gaudiaut pour Statista

Écrit par le 22 novembre 2024

Les produits les plus touchés par l'inflation alimentaire

Les produits les plus touchés par l'inflation alimentaire

Évolution des prix des huit familles de produits ayant le plus augmenté entre décembre 2022 et décembre 2023



Base : panier de 31 produits de première nécessité.

Sources : 60 Millions de Consommateurs, NielsenIQ



statista

Ecrit par le 22 novembre 2024

D'après le plus récent baromètre EuroTrack d'OpinionWay-Vae Solis pour Les Echos, le pouvoir d'achat et la hausse des prix sont actuellement les deux préoccupations principales des électeurs à l'approche des élections européennes. L'année 2023 a en effet été marquée par une forte inflation qui a durement affecté les prix à la consommation, et notamment les prix de l'alimentation.

Depuis février 2022, le magazine 60 Millions de Consommateurs publie également un [baromètre mensuel de l'évolution des prix de l'alimentation](#), basé sur un panier de produits de première nécessité, qui comprend par exemple des pâtes, de l'huile d'olive, des œufs ou encore du beurre. Comme le montre notre infographie, basée sur ces données, le prix des sucres et édulcorants a connu la plus forte augmentation entre décembre 2022 et 2023, atteignant 15,7 % sur l'année. Les jus de fruits arrivent en deuxième position, avec une augmentation de 11,2 % sur l'année, suivis des légumes en conserve (9,6 %). Si l'évolution sur un an du prix du panier de produits de 60 millions de consommateurs est importante (+7,67 % entre décembre 2022 et 2023), celle-ci est loin d'être aussi impressionnante que l'évolution sur deux ans : entre décembre 2021 et décembre 2023, ces produits ont ainsi vu leurs prix augmenter de 22,5 %.

De Valentine Fourreau pour Statista

Prix alimentaires : quels produits ont le plus augmenté ?

Écrit par le 22 novembre 2024

Zoom sur la hausse des prix alimentaires

Évolution du prix moyen des denrées alimentaires sélectionnées en France entre mars 2021 et 2022

Petit-déjeuner



Steak-frites



Sushis



Spaghettis bolognese



* moyenne hors tubercules ** et couscous *** préparations à base de viande
Sources : Insee, calculs Statista



statista

La pandémie et la [guerre en Ukraine](#) perturbent les chaînes d'approvisionnement dans le monde entier et participent à la [hausse des prix](#) constatée ces derniers mois, en particulier ceux de l'énergie et de l'[alimentation](#).

Selon les chiffres publiés par l'[Insee](#), le prix des produits alimentaires a augmenté de 3,4 % sur un an en

Écrit par le 22 novembre 2024

France (données de mars 2022). Mais cette valeur représente une moyenne et certains aliments sont devenus beaucoup plus chers. C'est le cas de produits couramment consommés comme le poisson, la viande, les produits à base de [blé dur](#) (pâtes, couscous) et les fruits et légumes, avec des hausses allant de 6 % à plus de 20 %.

Les principaux facteurs contribuant à cette évolution des prix sont le coût des matières premières énergétiques et des engrais. Les cultures sous serre, plutôt énergivores, sont ainsi particulièrement impactées par la flambée du [gaz](#). Cela s'observe avec les tomates, par exemple, dont le prix a augmenté de près de 24 % par rapport à l'année dernière (9 % depuis janvier 2022).

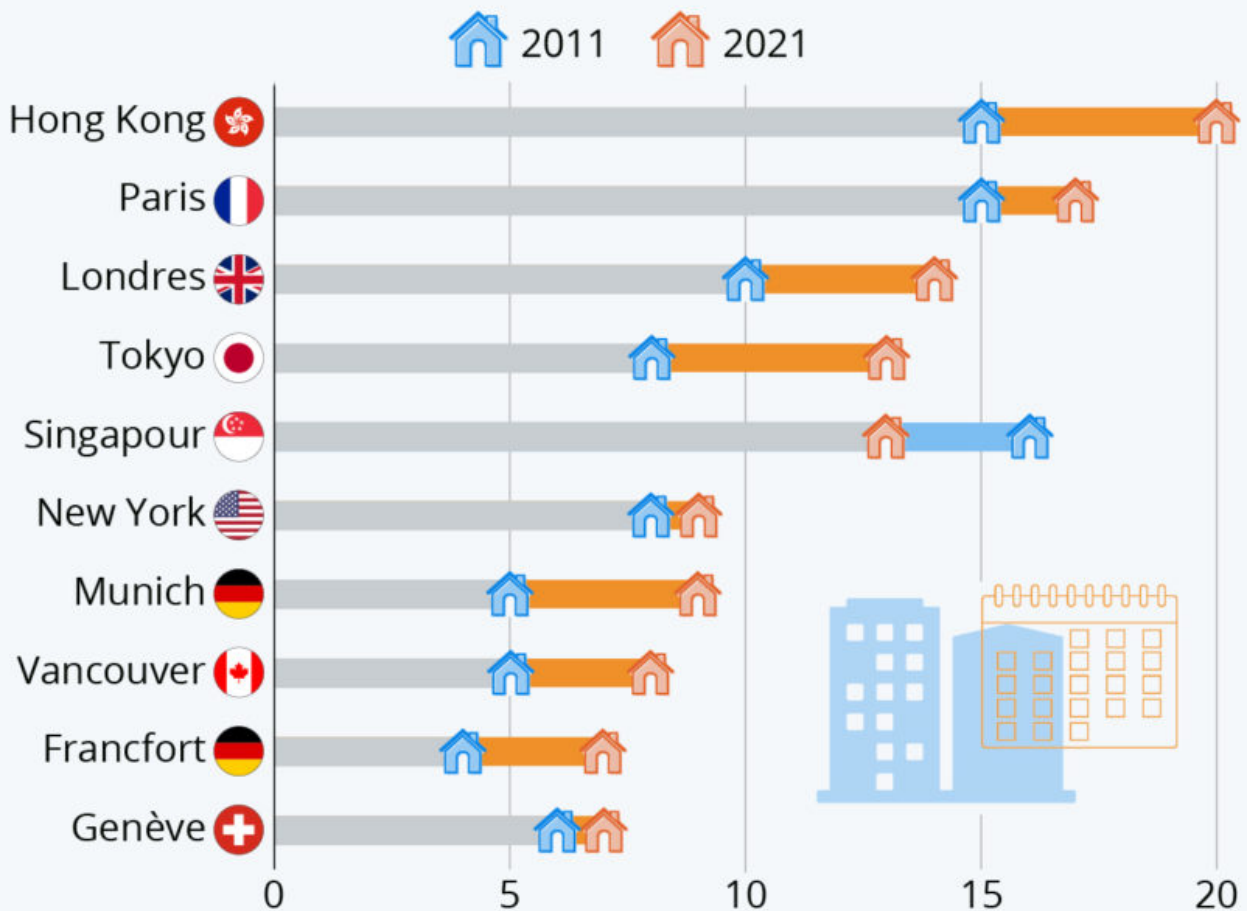
De Tristan Gaudiaut pour [Statista](#)

Combien d'années faut-il travailler pour acheter un logement ?

Écrit par le 22 novembre 2024

20 ans de travail pour un appartement

Nombre moyen d'années qu'un employé qualifié doit travailler pour se payer un logement de 60m² près du centre *



* Basé sur le revenu annuel moyen d'un salarié hautement qualifié dans le secteur des services.

Source : UBS | Global Real Estate Bubble Index 2021



statista

Ecrit par le 22 novembre 2024

Devenir [propriétaire d'un logement](#) est une étape importante dans la vie. Selon une [enquête](#) réalisée en 2020, l'accès à la propriété est jugé « essentiel ou important » par plus de 90 % des Français. Mais cet objectif devient de nos jours de moins en moins accessible, en particulier dans certaines villes. Si vous voulez acheter un appartement à Hong Kong, Paris ou Londres, vous devrez en effet consentir un effort financier considérable.

Selon les données du [dernier rapport](#) d'UBS sur le risque de bulle immobilière, un employé hautement qualifié du secteur des services doit travailler pendant en moyenne 17 ans pour s'offrir un logement de 60 m2 situé proche du centre à Paris. Il s'agit de la deuxième durée la plus élevée parmi la vingtaine de métropoles étudiées, derrière Hong Kong, où il faut en moyenne 20 ans, et devant Londres (14 ans).

Comme le montre notre graphique, globalement, la situation s'est tendue sur la plupart des marchés immobiliers à travers le monde. Pour certaines des villes listées ici, le [risque de bulle immobilière](#) est même particulièrement élevé. Singapour est l'un des rares marchés à avoir réussi à détendre quelque peu la situation - alors qu'un salarié qualifié devait travailler environ 16 ans pour se payer un appartement près du centre en 2011, cette durée a diminué de trois ans en 2021.

De Tristan Gaudiaut pour [Statista](#)

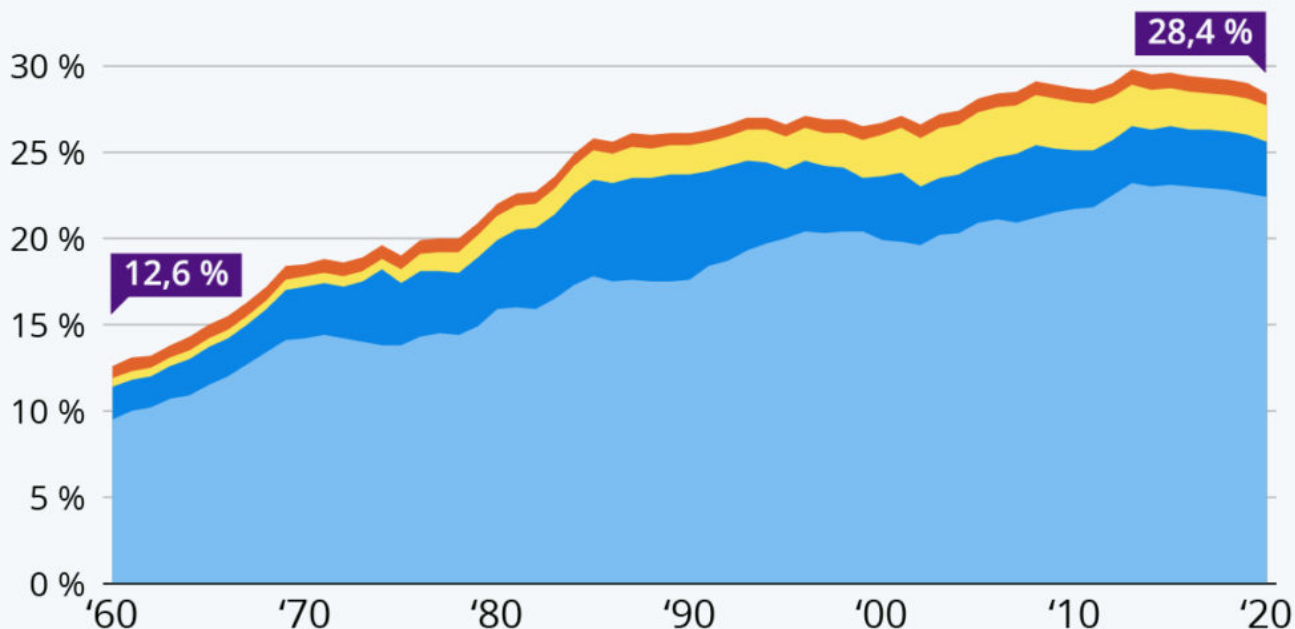
Le poids des dépenses contraintes dans le budget

Écrit par le 22 novembre 2024

Le poids des dépenses contraintes dans le budget

Part des dépenses pré-engagées dans le revenu disponible brut des ménages français entre 1960 et 2020

- Loyers et charges
- Assurances et services financiers
- Abonnements télécom et TV
- Cantines scolaires



Source : Insee



statista

La stagnation globale du pouvoir d'achat en France peut en partie s'expliquer par la hausse des dépenses pré-engagées au fil du temps - c'est à dire les [frais de logement](#), assurances, services financiers ou encore abonnements télécoms. Entre 1960 et 2020, la part de ces dépenses pré-engagées dans le revenu disponible des ménages est ainsi passée de moins de 15 % à près de 30 %, selon les [données](#) de l'Insee.

Ecrit par le 22 novembre 2024

Comme le montre notre infographie, ce sont de loin les dépenses liées au logement (loyer, énergie,...) qui pèsent le plus lourd dans le budget des Français et ces dernières n'ont presque jamais cessé de croître. En 1960, les frais de logement ne représentaient que 9,5 % du revenu disponible, contre plus de 22 % de nos jours. La part des frais d'assurances et services financiers dans le budget a quant à elle surtout augmenté entre les années 1970 et 1980, atteignant alors jusqu'à 6 %, avant de redescendre à moins de 4 % à la fin des années 1990. Celle des frais télécoms est montée à 3 % au début des années 2000, mais elle est retombée à 2 % avec l'effet de la baisse du [coût des forfaits mobiles](#) et Internet.

Il est important de préciser que ces chiffres représentent une moyenne pour l'ensemble des ménages français et que le poids des dépenses contraintes varie beaucoup selon le niveau de vie. Les ménages les plus pauvres sont les plus fortement affectés : la [Drees](#) estime qu'environ 60 % de leur revenu disponible est englouti dans les dépenses pré-engagées.

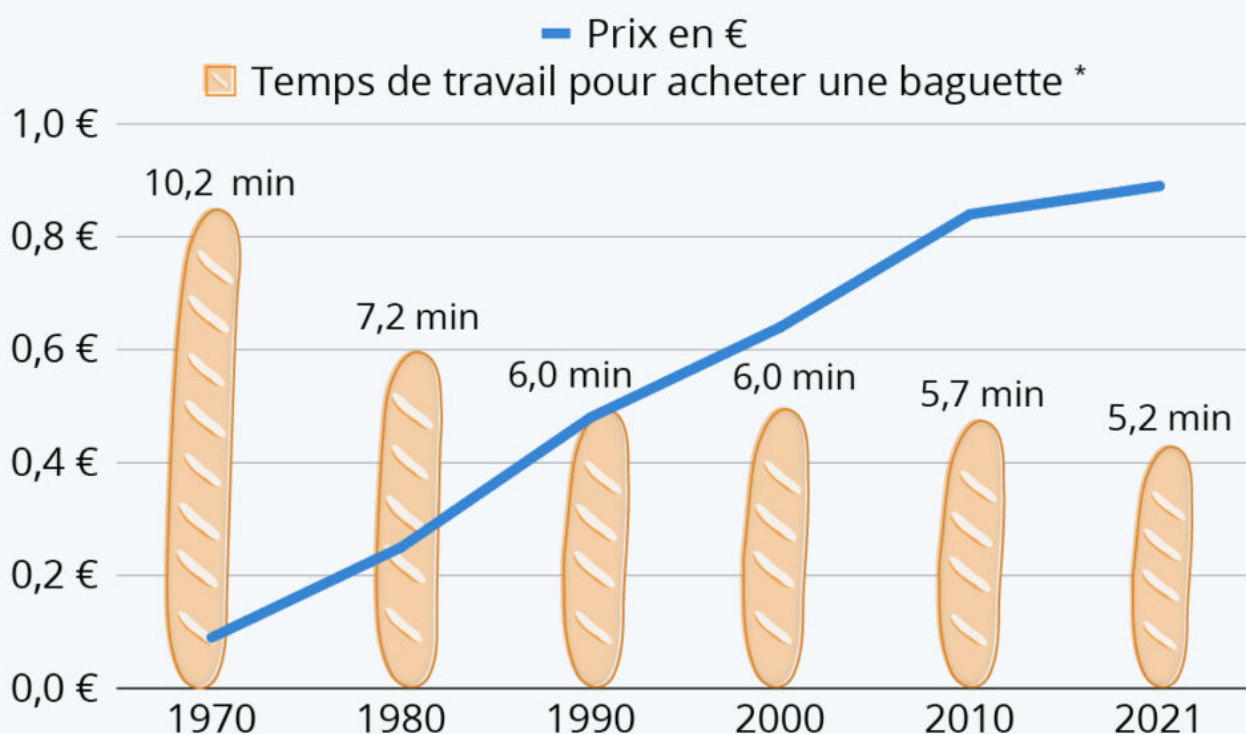
De Tristan Gaudiaut pour [Statista](#)

La baguette coûte-t-elle vraiment plus cher qu'avant ?

Écrit par le 22 novembre 2024

« L'indice baguette » au fil des années

Évolution du prix d'une baguette de 250g en France et aperçu du pouvoir d'achat basé sur le montant du Smic



* basé sur le Smic horaire brut au premier semestre des années indiquées.

Sources : Insee, France-inflation.com, calculs Statista



statista

Avec la flambée du coût des matières premières, et notamment du blé, la baguette devrait voir son prix augmenter en France dans les semaines à venir. Une mauvaise nouvelle de plus pour les consommateurs qui subissent déjà la [hausse des prix de l'énergie](#). Vendue jusqu'à présent autour de 0,90 € en moyenne, la baguette standard (250g) pourrait ainsi prochainement dépasser le seuil symbolique de 1 euro.

Ecrit par le 22 novembre 2024

Si l'on regarde l'évolution du prix de la baguette depuis 1970 (où il était de 0,10 € pièce), on peut être tenté de se dire que le coût du pain a littéralement explosé en l'espace de cinquante ans. Mais il s'agit de données brutes qui ne tiennent pas compte de l'inflation, ni de l'évolution des salaires. Pour se faire une meilleure idée de l'évolution des coûts au fil des années, nous nous sommes penchés sur « l'indice baguette », qui compare le prix par rapport au salaire minimum.

Comme le montre notre graphique réalisé avec les [données](#) de l'Insee, on travaille aujourd'hui moins longtemps pour se payer une baguette qu'il y a cinquante ou quarante ans. En 1970, si l'on se base sur le Smic de l'époque (3,4 francs/heure), environ 10 minutes de travail étaient nécessaires pour acheter une baguette, alors que de nos jours, la durée est descendue sous les 6 minutes. La population française a donc théoriquement gagné du pouvoir d'achat sur l'indice baguette, même si l'on constate que les gains sont beaucoup plus faibles depuis les années 1990. Sur notre graphique, le temps de travail indiqué en 2021 (5,2 minutes) est basé sur les données du premier semestre. Mais si l'on intègre la hausse probable du prix à 1 euro (et la revalorisation du Smic en septembre), cette valeur retrouverait alors le même niveau qu'en 2010 (5,7 minutes).

Ce regard sur l'évolution des coûts n'a pas pour but de relativiser les difficultés des Français qui peinent à boucler leurs fins de mois. Car si certains produits ou services sont plus abordables de nos jours, il faut garder en tête que d'autres postes de dépenses ont augmenté ou sont apparus depuis. Le poids des dépenses pré-engagées (logement, assurances, télécoms, etc.) a par exemple considérablement augmenté au cours des dernières décennies, comme le met en lumière une [autre infographie](#).

De Tristan Gaudiaut pour [Statista](#)